

an et demi à Genève le ministre des Chemins de fer et des Canaux sont nôtres, que nous sommes des pacifistes et que nous sommes prêts à contribuer au maintien de la paix. Répétons aussi au monde entier, à titre d'avis, cette seconde déclaration du sénateur McRae :

Il est déjà assez triste d'envoyer nos fils tuer pour la défense de leur pays. Il est inconcevable que nous envoyions les fils du Canada en Europe pour se battre avec les fils ivres de nationalisme d'une civilisation décadente.

Si j'avais à exprimer cette pensée en mes propres termes je changerais les deux derniers mots. Je ne crois pas que les nations européennes soient plus décadentes que nous le sommes. Ceux qui connaissent les circonstances,—historiques, géographiques, ethniques, économiques,—à travers lesquelles ces grandes et anciennes nations ont passé au cours des siècles devraient être prudents avant de prononcer un jugement. Mais vraiment nous devons appuyer le reste de la déclaration et dire que nous n'avons aucune raison de risquer la vie de nos fils et l'avenir de notre pays à cause des querelles entre pays européens au sujet desquelles nous n'avons pas un mot à dire, pas plus dans leur origine, que dans la façon dont elles sont conduites ou réglées.

Mon second point est que si nous voulons accomplir quelque chose nous devons autant que possible coopérer avec le gouvernement de la Grande-Bretagne. Durant de longues années, on m'a représenté comme l'ennemi de tout ce qui était britannique parce que, en vérité, lorsqu'il me fallait choisir entre les intérêts du Canada et ceux de la Grande-Bretagne, j'ai défendu ceux du Canada; ou parce que, aussi, quand j'avais à choisir entre les principes du libéralisme anglais, dans le sens large du mot, et les ambitions du toryisme anglais, j'ai préféré m'en tenir à la politique traditionnelle des Bright, des Gladstone, et des libéraux anglais plutôt que de devenir l'instrument de M. Joseph Chamberlain ou de tout autre nouvel impérialiste de la Grande-Bretagne. Il s'agissait de faire un choix, et je crois encore que le plus bel hommage que je pouvais rendre à la Grande-Bretagne, c'était d'agir comme un sujet britannique libre et de choisir pour mon pays la politique que je croyais la meilleure.

On répète souvent que l'empire britannique est la plus forte sauvegarde de la paix. Bien, cela est en partie vrai et en partie faux. Je crois qu'il serait plus juste de dire que c'est vrai et faux alternativement. Comme question de fait historique, sans remonter plus loin qu'à la fin du dix-huitième siècle, savoir, durant la période de transition entre l'ancien ordre de choses qui a précédé la révolution française et le nouveau chaos qui est encore

[M. Bourassa.]

en train de rajustement, la Grande-Bretagne a fait, provoqué et soutenu plus de guerres que toutes les autres nations de l'Europe réunies. Naturellement la chose s'explique facilement. Ce n'est pas que le peuple britannique aime la guerre plus que toute autre nation. Instinctivement l'Anglais ordinaire est ami de la paix. Mais vu l'expansion de l'empire britannique la Grande-Bretagne a eu plus de raisons de faire la guerre dans le monde entier que toute autre nation. Puis sa prétention, justifiée ou non, je ne discute pas cela en ce moment, de dominer les mers et d'être le seul arbitre relativement à la neutralité du commerce durant toutes les guerres, constituait à elle seule une provocation constante, et précipita l'Angleterre dans des conflits ou l'amena aux portes de conflits avec l'Espagne, la France, le Danemark, la Hollande, la Russie et les États-Unis, alternativement. Mais heureusement ou autrement, cette phase de l'histoire britannique passe rapidement.

Ce qui vaut mieux en ce qui nous concerne c'est qu'après chaque grande guerre à laquelle l'Angleterre a pris part, directement ou au moyen d'armées subventionnées sur le continent, le gouvernement britannique s'est toujours déclaré en faveur de la paix, et ce, pour différentes raisons. Quelquefois c'était pour avoir le temps de s'assimiler les conquêtes faites, par elle-même ou par l'entremise de ses alliés. D'autres fois, c'était parce que, avec leur gros bon sens commun, les Anglais comprenaient qu'il ne suffisait pas de réclamer et de célébrer la victoire, mais qu'il fallait l'équilibre économique du pays. C'est là le rôle rempli par Castlereagh et par Wellington à Paris en 1814 et à Vienne en 1815. Lloyd George lui-même, à Gênes, était fier de déclarer qu'il reprenait tout simplement la politique de Castlereagh en s'efforçant de réconcilier l'Allemagne et d'empêcher la France de l'écraser en lui imposant des conditions de paix impossibles. Je crois sincèrement que le gouvernement anglais et la nation anglaise sont encore empreints d'un tel sentiment, mais il disparaît peu à peu.

Cette réserve faite par M. Austin Chamberlain avant de conclure le pacte de Paris est de mauvais augure. Dans le dixième paragraphe de sa note remise à l'ambassadeur des États-Unis à Londres le 19 mai 1928, il dit ceci :

Vu les termes de l'article 1er...

Que j'ai cité, il y a un instant.

... quant au renoncement à la guerre comme instrument de politique nationale, il sied que je rappelle à Votre Excellence qu'il y a certaines parties du monde dont le bien-être et l'intégrité ont un intérêt spécial et essentiel pour notre paix et notre sécurité. Le gouvernement de Sa Majesté s'est efforcé de faire bien com-